Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités et retraitées
Union syndicale Solidaires

SOLIDAIRES 13
29 Boulevard Longchamp
13001 Marseille
04.91.91.90.53
solidaires.13@orange.fr

COMMUNIQUE DE PRESSE

Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s de Solidaires Bouches du Rhône :

RETRAITE/ES : DES « *CONTRIBUTEURS* » RACKETTE/ES !!!

Le Projet de Loi des Finances 2018 vient d'être présenté. Et une des principales mesures fiscales, appliquée: dès le 1er janvier, sera la hausse de la CSG de 1.7% qui frappera en particulier de plein fouet les retraites gelées depuis 4 ans, pénalisées par la décote, taxées et fiscalisées. Pour ce gouvernement," *les retraité/es les plus aisé/es seront les contributeurs nets du budget"*. Précision, les retraité/es aisé/es ce sont celles et ceux qui perçoivent plus de 1198€ par mois ?

Donc le budget de l'Etat va être financé par ces retraité/es là et pour financer quoi ::

- la suppression de l'impôt sur la fortune (dû actuellement à partir de 1.3 millions de patrimoine) par l'exonération des actions et des obligations qui constituent 90% du patrimoine des plus riches. Ce qui représente **3.5 milliards d'euros en moins de recettes publiques.**
- la création d'un taux maximum unique de 30% sur les revenus du capital (dividendes des actionnaires, plus-values de cession) qui échapperont à l'impôt sur les revenus. Ainsi, les plus gros actionnaires échapperont désormais à un taux d'imposition plus élevé. Ce qui permettra à ces riches d'être encore plus riches Ce qui représente **1.9 milliards d'euros en moins de recettes publiques.**
- la suppression de la taxe sur la distribution des dividendes. Ce qui représente **2 milliards d'euros en moins de recettes publiques.**
- la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés. Ce qui va permettre d'augmenter les marges des entreprises, donc les dividendes des actionnaires. Lesquels dividendes échappent à l'impôt sur les revenus.

Pour l'UNIRS 13, ce gouvernement reprend sur le fond le vieil argument politique inventé par Ronald Reagan dit "ruissellement" selon lequel les richesses des plus riches profiteront de façon certes modeste (quelques miettes) aux plus pauvres.
Il ne s'agit pas d'une théorie élaboré par des économistes mais d'une pure élucubration des milieux patronaux qui n'a jamais été vérifiée dans les faits. A tel point que ce gouvernement et ses affidés tentent désormais de revenir sur ce qualificatif dit de « ruissellement »t en affirmant qu'il ne s'agit pas exactement de cela mais que *"la création des richesses profitent aux plus pauvres*" et que cet argent supplémentaire venant des cadeaux fiscaux sera réinvesti dans l'économie réelle, en particulier dans les PME.

On nous ressort encore l'argument des bonnes intentions prêtées qu'aux plus riches. . En effet, rien ne garantit que l'argent enlevé aux retraité/es, aux précaires pour le bénéfice de ces riches n'ira pas alimenter la spéculation en bourse, le rachat d'actions dans le but d'en faire monter la côte; lesquelles actions seront de plus exonérées de l'impôt sur la fortune... Ou bien encore se cacher dans les paradis fiscaux. Et ce n'est pas en supprimant les emplois à Bercy-plus du quart de ses effectifs depuis 2002- que l'on pourra lutter contre la fraude fiscale.

- **L'UNIRS 13 souligne** juste que l'explosion des dividendes cette année a encore placé la France devant tous les pays européens y compris devant le Royaume Uni et l'Allemagne que l'on ne cesse de citer en exemple. Et pourtant, il y a une augmentation parallèle du chômage.
- **Soulignons aussi** que les biens professionnels sont déjà exonérés de l'impôt sur la fortune. Et pendant ce temps, le chômage continue d'augmenter malgré cette exonération
- **Soulignons encore** que si le gouvernement veut favoriser l'investissement dans les PME, il est permis de se demander pourquoi le dispositif antérieur d'exonération favorisant cet investissement est supprimé dans le cadre de l'ISF.

Bien évidemment, pour financer de tels cadeaux fiscaux offerts sur un plateau d'argent aux plus riches de la population, la hausse de 1.7% de la CSG n'y suffit pas. Les coupes budgétaires frappent tous les secteurs: la suppression des contrats aidés et des subventions qui frappent tout le monde associatif, la baisse des dotations aux collections locales, la baisse des APL à 5€ et les coupes du budget 2018 de 2 milliards d'euros mettant en péril l'existence même du logement social.

Pour l'UNIRS 13, il s'agit là de toute une politique d'ensemble de destruction méthodique et systématique de tout ce qui relève de la redistribution et de la solidarité issue du Conseil National de la Résistance qui est mise en œuvre et qui frappe tous les secteurs et tous les domaines. Tels, tous les services publics privés de recettes indispensables à leur fonctionnement et voués à la privatisation.
Les retraité/es sont les "contributeurs nets du budget de l'Etat". Mais ils sont surtout et contre leur gré les contributeurs à l'augmentation de la richesse des 1% les plus riches de la population...

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11

Marseille, le 16 octobre 2017